



« Besser Chance fir déi Jonk »

Les jeunes ont besoin d'une perspective d'avenir et d'une base solide pour construire leurs vies. Outre une économie sociale du marché qui fonctionne bien, la liberté, l'équité, la solidarité et la sécurité en sont les pré-requis. Alors que le droit à la liberté va de pair avec le droit à l'éducation et à l'autodétermination, il faut de l'équité sociale et de la solidarité pour générer les conditions permettant à l'Etat social de créer cette sécurité qui garantit la paix et la cohésion sociales. Grâce à une gestion prudente des ressources financières, les Socialistes s'engageront durablement sur cette lancée.

Dans ce contexte politique, la solidarité joue un rôle particulier puisqu'il s'agit de créer des perspectives d'avenir qui permettent de consolider à long terme l'Etat social et de générer une croissance économique durable respectueuse de l'environnement et basée sur une utilisation judicieuse des ressources naturelles. Dans son programme fondamental, le LSAP retient : « **La solidarité englobe toutes les générations. Les prochaines générations, dont nous déterminons aujourd'hui les conditions de vie, ont droit à la solidarité des générations actuelles.** »¹

La crise de l'économie mondiale, la crise des dettes et la crise de confiance font naître des peurs face à l'avenir chez les jeunes. La politique ne peut pas rester immobile.

- Près 26% de tous les demandeurs d'emploi au Luxembourg ont moins de 30 ans ; plus de 20% des chômeurs de cette catégorie d'âge n'ont pas d'emploi depuis 12 mois au moins ; près de 60% de tous les chômeurs inscrits ont un niveau de formation peu élevé.²
- Chaque année, bien plus de 1.600 jeunes quittent l'école prématurément sans qualification alors que les employeurs recherchent de plus en plus de la main d'oeuvre hautement qualifiée.³
- Les prix de vente sur le marché immobilier ont augmenté de plus de 20% entre 2005 et 2011 et le marché locatif enregistre un développement similaire.⁴

Face à l'augmentation du coût de vie et la pauvreté croissante, les futures générations ont de plus en plus de mal à s'affirmer dans une société basée sur la performance et sujette à une concurrence accrue. Voilà pourquoi les Socialistes revendiquent un meilleur accès à la formation pour tous, un pacte en faveur de l'emploi pour tous les jeunes quittant l'école, l'accès à des logements abordables, la sécurisation à long terme de notre régime des pensions et la participation de la jeunesse à la construction de l'avenir du pays.

¹ Extrait du programme fondamental du LSAP adopté le 21 octobre 2002 lors du Congrès national extraordinaire à Esch-sur-Alzette

² Voir « L'Enseignement luxembourgeois en chiffres ; Le décrochage scolaire au Luxembourg 2009-2010, MEN

³ Voir le Bulletin luxembourgeois de l'emploi de l'ADEM N°1 janvier 2012

⁴ Voir les Indicateurs des prix annoncés en euros courants de l'Observatoire de l'habitat; voir également l'étude du CEPS „Luxembourg, les marchés fonciers et immobiliers transfrontaliers à l'épreuve de la métropolisation“; Working Paper N° 2011-48

Améliorer l'accès à la formation pour tous : les écoles doivent jouer le rôle d'ascenseur social

L'école doit faire face à un changement rapide de notre société afin de répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène et de lui permettre la réussite sociale. Pour réussir ce pari, nous avons besoin d'un corps enseignant hautement qualifié, d'infrastructures scolaires appropriées et de meilleures relations entre l'école et le monde du travail. Dans le cadre d'une école publique inclusive, tous les élèves doivent recevoir le soutien nécessaire en tenant compte de leurs capacités individuelles pour qu'ils puissent acquérir une base solide qui repose sur une bonne culture générale leur permettant de bénéficier d'un apprentissage tout au long de la vie qui les aidera à se développer et à s'affirmer durablement dans leur vie privée et professionnelle. Une attention particulière revient aux enfants à besoins spécifiques dans ce contexte.

- La réforme de l'enseignement fondamental, qui place l'élève au centre, donne des bonnes réponses face aux défis nouveaux. Ces efforts doivent être poursuivis de manière conséquente dans l'enseignement secondaire. Voilà pourquoi les Socialistes soutiennent la réforme « lycée » aussi bien quant à son objectif que quant à sa démarche. Plus d'élèves doivent (pouvoir) réussir leur baccalauréat et leurs études supérieures. Pour les Socialistes, une éducation humaniste a autant d'importance que les qualifications professionnelles afin de permettre aux élèves de préparer leur avenir et de faire face aux défis sociaux, politiques, sociétaux et économiques.
- Par ailleurs, l'offre d'une école de la deuxième chance doit être développée pour permettre aux jeunes, qui n'ont pas réussi à décrocher un diplôme dans un premier temps, d'acquérir leur qualification plus tard dans la vie.
- Le système d'une formation en alternance a fait ses preuves. Les Socialistes s'engageront à améliorer l'orientation scolaire et professionnelle afin de mieux préparer les jeunes au marché du travail. Ceci vaut en particulier pour le secteur de l'artisanat qui offre des perspectives professionnelles intéressantes pour les jeunes.
- Le droit à l'éducation ne s'arrête pas à la fin de l'obligation scolaire. L'apprentissage tout au long de la vie reste pour les Socialistes une condition de base qui permet de s'adapter aux exigences du marché du travail. Le LSAP veillera ainsi à ce que le droit à la formation continue soit renforcé et à ce que la validation des acquis professionnels ouvre de nouvelles perspectives permettant la réorientation professionnelle.
- L'éducation répond aux défis de la société de la connaissance, et la connaissance crée des emplois. Le LSAP continuera à promouvoir la recherche et l'innovation, à encourager le développement de l'Université du Luxembourg et à soutenir de manière conséquente les étudiants et les chercheurs. Dans ce sens, le droit de codécision des étudiants et du personnel de l'Université du Luxembourg doit être développé.
- Dans le cadre de son développement, l'université doit veiller à ne pas se limiter au développement de filières d'études qui représentent une plus-value économique. Les sciences humaines et sociales doivent aussi être consolidées et promues étant donné qu'elles contribuent à l'analyse et à la compréhension des spécificités de la société luxembourgeoise.
- Dans notre société pluraliste, l'introduction d'un cours d'éducation sociale et morale à la fois neutre, objectif et cohérent pour tous les élèves s'impose. Dans l'école publique, aucune religion ne doit être privilégiée par rapport à d'autres croyances.

Un pacte pour l'emploi en faveur des jeunes quittant l'école : favoriser l'accès au marché du travail

Le chômage n'est pas une fatalité concédée par la politique. Ceci vaut en particulier pour les jeunes demandeurs d'emploi, qui, face à une concurrence accrue, doivent s'imposer sur le marché du travail. Pour nous, le soutien ciblé des jeunes quittant l'école et la lutte contre le chômage des jeunes et les emplois précaires constituent nos priorités absolues.

- Considérant la lutte contre le chômage comme prioritaire au même titre que la lutte contre les dettes publiques au niveau de l'Union Européenne, les Socialistes revendiquent un pacte en faveur de l'emploi national et européen auquel tous les acteurs (les Etats, les communes, les entreprises et les demandeurs d'emploi) doivent adhérer.
- Sur le plan national et européen, le LSAP s'engagera en faveur d'une garantie pour les jeunes arrivant en fin de scolarité : dans les quatre mois après la fin de leurs études, les jeunes doivent bénéficier d'une mesure pour accéder à un emploi ou à une formation supplémentaire sans devoir passer par le chômage.⁵
- Dans ce sens, les Socialistes font appel à la responsabilité sociale de tous les employeurs – du secteur public et privé – pour qu'ils créent des emplois d'avenir ainsi que des postes d'apprentissage et des stages en entreprise en nombre suffisant pour les jeunes salariés. Rappelons dans ce contexte que les demandeurs d'emploi qui présentent un handicap ne doivent pas être laissés pour compte.
- Le LSAP s'engagera en faveur de nouveaux créneaux et d'une politique de l'emploi active qui bénéficiera à toutes les couches sociales. Dans le cadre de la diversification de notre économie, le LSAP veillera aussi à la création de perspectives d'embauche pour les jeunes qui sortent de l'école avec un niveau de formation peu élevé.
- Les Socialistes continueront à s'engager pour de bonnes conditions de travail et des emplois sûrs et veilleront par ailleurs à ce que les contrats de travail à durée indéterminée demeurent la règle au Luxembourg.
- Le LSAP s'engagera pour que les jeunes soient payés en fonction de leur travail et de leur qualification et qu'ils ne soient pas poussés vers des emplois précaires. Le salaire représente le coût du travail presté par le salarié que l'employeur doit rémunérer. Ainsi, les coûts générés par l'adaptation du salaire minimum garanti ne doivent pas être imputés d'office à l'Etat. Dans cet ordre d'idées, le LSAP s'oppose également à un subventionnement généralisé des salaires minima.
- Une évaluation détaillée des mesures en faveur de l'emploi doit permettre de tirer les conclusions quant à l'efficacité de celles-ci. Une attention particulière revient à l'encadrement et à la formation continue des jeunes demandeurs d'emploi dans le cadre de ces mesures.
- Afin de combattre le chômage des jeunes de façon ciblée, tous les acteurs doivent collaborer à tous les niveaux. Alors que les employeurs doivent signaler les emplois disponibles à l'agence pour l'emploi, cette dernière doit prendre en charge les demandeurs d'emploi en leur proposant des offres ciblées et assurer le contact avec les entreprises. Au même titre, les jeunes demandeurs d'emploi ont le devoir et la responsabilité de briguer sérieusement un emploi.
- Le LSAP continuera à s'engager pour l'amélioration de l'égalité des chances entre femmes et hommes sur le marché du travail. Outre le principe « à travail équivalent, salaire égal », il faut veiller à ce que, le cas échéant, les charges familiales, soient réparties équitablement entre les deux sexes. Les Socialistes veilleront à ce que l'encadrement des enfants soit de haute qualité, flexible et à ce qu'il tienne compte des besoins des familles afin de permettre à tous les parents d'exercer une activité professionnelle.

⁵ Voir le rapport adopté par la présidence du PSE le 9 février 2012 sur la lutte contre le chômage des jeunes

Mettre en oeuvre le pacte logement : améliorer l'accès à des logements abordables

Au Luxembourg, l'égalité des chances est étroitement liée à l'accès à des logements abordables. La demande croissante, l'offre insuffisante et la spéculation foncière ont contribué à une hausse vertigineuse des prix au cours des dernières années. La conséquence directe en est : à conditions pareilles, beaucoup de citoyens – et particulièrement les monoparentaux et les jeunes ménages – ne peuvent guère se payer un logement. Plus que jamais, la politique doit agir et c'est notamment grâce au pacte « logement » qu'elle pourra remédier à cette situation. Pour le LSAP, une politique active en faveur de la création de logements abordables est absolument indispensable pour les jeunes.

- Sur le plan communal, partout où ils assument la responsabilité, les Socialistes veilleront à promouvoir la création de logements abordables et sociaux par les communes. Sur le plan national, le LSAP insistera pour que toutes les communes assument leur responsabilité dans ce domaine.
- Même si les prêts hypothécaires à taux favorables et les aides locatives contribuent à réduire les coûts du logement, ils ne pourront pas freiner le développement des prix sur le marché immobilier. Pour cette raison, les Socialistes chargeront les maisons et les logements non habités et les terrains viabilisés et non affectés de la taxe spéciale prévue dans les dispositions du pacte logement afin d'augmenter l'offre et d'enrayer la spéculation foncière.
- Afin d'améliorer l'accès à des logements abordables aux ménages à revenus faibles et aux personnes en début de carrière professionnelle, le bail emphytéotique et la location-vente doivent être encouragés.
- L'efficacité énergétique doit être partie intégrante d'une politique sociale du logement. Les ménages à faibles revenus ont, eux aussi, le droit à des logements hygiéniques, économiques et à faible consommation énergétique. Les Socialistes exigent que la réforme prévue du « bëllegen Akt » soit revue dans ce sens.
- Les Socialistes revendiquent l'introduction d'une garantie locative de l'Etat pour faciliter aux jeunes salariés et ménages l'accès au marché locatif. Par ailleurs, le LSAP encouragera la création de logements abordables destinés à la location et favorisera la promotion de nouvelles formes de logements qui permettent de vivre de manière alternative tout en respectant la mixité sociale et les modes de construction basés sur une utilisation rationnelle du sol.
- Par ailleurs, les Socialistes interviendront pour limiter les frais d'acte de notaires en rapport avec l'acquisition d'un logement conformément au programme gouvernemental.
- Le LSAP s'engagera pour la création d'un nombre suffisant de logements abordables pour étudiants en vue du développement progressif de l'université.
- Les Socialistes s'engageront pour que l'église catholique et les fabriques d'église contribuent à leur tour à un développement positif des prix afin de créer des logements abordables en nombre suffisant.

Garantir les retraites à long terme

La réforme prévue du régime des pensions, qui repose sur un financement solidaire par les salariés, les employeurs et l'Etat ainsi que sur le pacte intergénérationnel qui a fait ses preuves, doit contribuer à assurer durablement les pensions des générations futures. Dans ce contexte, il faut veiller à ce que les générations futures ne soient pas mises à contribution de manière démesurée par rapport aux retraités actuels. Les Socialistes soutiennent dans ce sens les projets de réforme destinés à garantir durablement les retraites et préconisent un dialogue constructif entre les partenaires sociaux mettant surtout en évidence l'analyse de sources de financement alternatifs.

Faire participer la jeunesse à la construction de l'avenir du pays

Par ailleurs, les Socialistes veilleront à ce que les jeunes puissent s'impliquer davantage dans la communauté et participer à la vie politique et à la construction de l'avenir du pays. La participation des jeunes constitue une réelle plus-value pour notre société. Face à ce constat, le LSAP s'engagera pour une éducation civique et politique globale dans les écoles adaptée à l'âge des jeunes et favorisera leur participation aux pratiques démocratiques sur le plan communal et national. Les Socialistes s'engageront en outre pour un élargissement progressif du droit de vote, entre autres l'abaissement à 16 ans de l'âge du droit de vote, afin de permettre aux jeunes citoyens engagés de s'impliquer le plus rapidement possible dans le processus de prise de décision politique.

L'avenir de nos enfants et des jeunes constitue notre plus grand défi. Dans cette optique, nous devons concevoir le présent de manière à générer des perspectives d'avenir pour les générations futures. Dès aujourd'hui, la politique doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que demain, les citoyens puissent aussi vivre en paix tout en étant capables de construire leur existence dans un monde plus équitable. Nous ne pourrons faire face à ce défi que par un effort collectif puisque la liberté et la sécurité restent tributaires de l'équité et de la solidarité. Dans le respect de leurs valeurs fondamentales, les Socialistes sont prêts à relever ce défi.

Les jeunes ont besoin de perspectives d'avenir pour ne pas terminer en « génération perdue ». Ensemble, nous veillerons à ce que nos enfants et nos jeunes puissent avoir les perspectives d'avenir qu'ils méritent eux aussi.

Adopté le 25 mars 2012 par le Congrès national du LSAP à Luxembourg